

# Lettre ouverte à Thierry Merret

Monsieur,

j'apprends par les médias que vous soutenez les actes de vandalisme dignes d'une scène de guerre civile commis dernièrement à Morlaix. Pire, " Vous tirez votre chapeau à ceux qui l'ont fait ". Vous ne vous contentez pas d'un soutien, vous en rajoutez en félicitant les auteurs de ce saccage de biens publics. Cela s'appelle tout simplement l'apologie de la violence.

A vrai dire, nous n'en sommes pas surpris. Vous nous avez tellement habitués à la destruction de l'environnement, à l'arasement de talus, à la pollution de l'eau et des rivages, que quelques bâtiments de plus à vos trophées ne vous font pas peur. D'ailleurs, pourquoi auriez vous peur puisque vous et vos amis, vous bénéficiez d'une impunité remarquable et remarquée ?

En fait, vous manifestez par vos actions un mépris profond des biens publics, qu'ils soient naturels ou artificiels. La puissance publique, garante de ces biens, ne vous intéresse que quand elle vous accorde subventions et autres aides particulières.

Rien ne peut justifier de tels actes, pas même les difficultés économiques que connaissent ces exploitants, difficultés qui vous incombent à vous et à votre syndicat qui encouragez les modes de productions intensives qui y conduisent. En quoi, est-ce soulager la détresse d'une corporation que d'en provoquer une encore plus grande auprès d'une autre qui remplit consciencieusement sa tâche de collecteur de l'impôt public ? En quoi se féliciter du terrible discrédit jeté sur l'ensemble d'une profession dont ces vandales se réclament ?

Non, Monsieur, violence ne fait pas loi et complicité avec la violence est déjà violence. C'est pourquoi, nous appelons la puissance publique à clairement établir les responsabilités de ces actes et de ceux qui les soutiennent. Car, si justice n'était pas rendue, alors plus aucun citoyen ne saurait accorder la moindre confiance aux institutions de notre

société. L'Etat et ses représentants ne sauraient continuer à être faibles avec les forts et forts avec les faibles sans fissurer gravement le tissu social.

Quant à nous, Monsieur, nous ne soutenons pas comme vous les casseurs, mais celles et ceux qui en sont les victimes directes. Qu'elles sachent que nous sommes en Bretagne des centaines de milliers à reconnaître leur travail, elles et eux comptables dévoués des biens publics

naturels et artificiels. Grâce à leur travail nous pouvons en jouir librement et gratuitement. En ce sens, elles et eux méritent toute notre confiance car ils sont les garants du bon fonctionnement de notre société.

Soyez assuré, Monsieur, de notre détermination.